

Stephen Harper, Leo Strauss et la politique de la peur

Scott Staring and Manuel Dorion-Soulié

Volume 45, Number 4, December 2014

Le tournant néoconservateur de la politique étrangère canadienne sous Stephen Harper : conceptualisation et études de cas

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1030129ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1030129ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Staring, S. & Dorion-Soulié, M. (2014). Stephen Harper, Leo Strauss et la politique de la peur. *Études internationales*, 45(4), 555–577.
<https://doi.org/10.7202/1030129ar>

Article abstract

This paper compares the political ideas of Stephen Harper and the controversial philosopher, Leo Strauss. It focuses specifically on these thinkers' shared fear of the United Nations, using Strauss' more penetrating and systematic thought to clarify the deeper assumptions underlying Harper's attitude toward the institution. The first such assumption is the belief that western nations' support for the un is symptomatic of a weak-willed liberalism that is unwilling to face its enemies. No less important, however, is the assumption that it is precisely through the encounter with a deadly enemy that the nation-state can be returned to moral and political health. These views, I argue, help to explain an era in Canadian foreign policy that has been marked by strained relations with the un and an abiding preoccupation with the threat of terrorism.

Stephen Harper, Leo Strauss et la politique de la peur

Scott STARING*

RÉSUMÉ : *Cet article compare les idées politiques de Stephen Harper avec celles du philosophe politique controversé Leo Strauss. Il se concentre sur leur peur partagée des Nations Unies, utilisant la pensée de Strauss, plus pénétrante et systématique, pour clarifier les présupposés fondamentaux qui expliqueraient l'attitude de Harper à l'égard de l'ONU. Le premier de ces présupposés est que le soutien des nations occidentales à l'ONU est un symptôme de la faible volonté d'un libéralisme incapable d'affronter ses ennemis. Par ailleurs, le présupposé selon lequel c'est précisément par l'affrontement avec un ennemi mortel que l'État-nation peut retrouver sa santé morale et politique est tout aussi important. Ces idées, avance l'auteur, aident à expliquer une période en politique étrangère canadienne qui fut marquée par des relations notoirement tendues avec l'ONU et une préoccupation constante pour la menace terroriste.*

Mots-clés : néoconservatisme, gouvernement Harper, libéralisme, Nations Unies, guerre à la terreur

ABSTRACT : *This paper compares the political ideas of Stephen Harper and the controversial philosopher, Leo Strauss. It focuses specifically on these thinkers' shared fear of the United Nations, using Strauss' more penetrating and systematic thought to clarify the deeper assumptions underlying Harper's attitude toward the institution. The first such assumption is the belief that western nations' support for the UN is symptomatic of a weak-willed liberalism that is unwilling to face its enemies. No less important, however, is the assumption that it is precisely through the encounter with a deadly enemy that the nation-state can be returned to moral and political health. These views, I argue, help to explain an era in Canadian foreign policy that has been marked by strained relations with the UN and an abiding preoccupation with the threat of terrorism.*

Keywords : neoconservatism, Harper government, liberalism, United Nations, War on Terror

RESUMEN : *Este artículo compara las ideas políticas de Stephen Harper y del controvertido filósofo Leo Strauss. Sirviéndose del pensamiento más penetrante y sistémico, se centra en el miedo compartido a las Naciones Unidas para clarificar los presupuestos fundamentales que explicarían la*

* Professeur au Liberal Arts Degree Program, University Partnership Centre, Georgian College, Barrie (Ontario).

L'auteur tient à remercier Manuel Dorion-Soulié, Hang-Sun Kim, Alex Gourevitch et Ed Andrew pour leurs commentaires judicieux sur cet article.

Traduit de l'anglais par Manuel Dorion-Soulié.

actitud de Harper respecto a esa organización. El primero de esos presupuestos es que el sostén de las naciones occidentales respecto de la ONU es un síntoma de la débil voluntad de un liberalismo incapaz de hacer frente a sus enemigos. Otro presupuesto es que el estado-nación sólo puede recuperar su salud moral y política justamente a través del enfrentamiento con un enemigo mortal. Estas ideas ayudan a explicar un período en la política exterior canadiense marcado para las relaciones notoriamente tensas con la ONU y para una preocupación constante de la amenaza terrorista.

Palabras clave : neoconservadurismo, gobierno de Harper, liberalismo, Naciones Unidas, Guerra contra el terror

Une poignée d'universitaires et de journalistes canadiens ont tenté d'établir un lien entre Stephen Harper et le philosophe politique émigré allemand Leo Strauss (Drury 2011 ; Gutstein 2005 ; Lenihan 2013 ; Russell 2008 ; Salutin 2010 ; voir aussi les commentaires de Stéphane Dion dans Martin 2010, 123). Cette affirmation prend presque toujours le ton d'une théorie de la conspiration. Depuis l'élection de George W. Bush en 2000, Strauss a été vu comme l'auteur du grand projet néoconservateur de remodeler les valeurs et la politique étrangère américaines dans un nouveau style plus agressif. Comme Dorion-Soulié le souligne dans l'introduction de ce numéro, les invasions américaines de l'Afghanistan et de l'Irak ont déclenché une vague d'études tentant de montrer l'influence de Strauss sur certaines figures néoconservatrices clés au sein de l'administration Bush, une liste qui comprend habituellement l'ancien assistant-secrétaire à la Défense Paul Wolfowitz et l'ex-président du Defence Policy Board, Richard Perle (Drolet 2011 ; Hirst 2013 ; Norton 2004 ; Xenos 2008). L'objectif prêté à ce groupe aurait été d'imposer une nouvelle forme plus conservatrice à la culture politique américaine, tout en étendant l'influence de la nation à l'extérieur par une série de grandes guerres patriotiques.

Selon ces accusations, Harper serait le chef de file des agents canadiens du réseau straussien, chargé d'ouvrir un nouveau front au Nord. L'éminence grise, en l'occurrence, n'est pas un individu, mais un groupe d'universitaires de l'Université de Calgary dont les membres sont prétendument des adeptes de la pensée de Strauss. L'« école de Calgary », qui inclut Barry Cooper, Ranier Knopff et l'ancien conseiller principal de Harper, Thomas Flanagan, n'aurait qu'un seul objectif politique, selon la journaliste Marci McDonald (2004), « *wipe out the quirky bilateral differences that are stumbling blocks to seamless integration with the United States* ». Selon McDonald, cette école de pensée aurait converti le jeune Harper alors qu'il était étudiant à la maîtrise en économie, et elle aurait continué à l'influencer dans ses fonctions de premier ministre.

L'idée selon laquelle Harper serait le produit d'un endoctrinement straussien a été accueillie avec un scepticisme de bon aloi par les journalistes Peter Foster (2006) et Robert Sibley (2006), qui montrent tous deux le caractère fragile et indirect des preuves qui appuient cette accusation. Pour commencer, aucun

des universitaires qui composent cette supposée cabale ne se présente explicitement comme un disciple de Strauss. De plus, bien que Flanagan ait été jadis étroitement lié à Harper (avant leur éloignement dans des conditions difficiles), très peu d'éléments suggèrent que l'école de Calgary aurait exercé une influence indue sur le premier ministre. Sibley accorde que Harper aurait très bien pu se familiariser avec les idées de Strauss durant son passage à l'Université de Calgary, mais il rejette entièrement l'idée que cela le placerait au centre d'une espèce de sombre complot.

En dépit des difficultés à établir un contact direct avec les idées de Strauss, il est possible de démontrer de fortes affinités entre les idées politiques de Harper et certains des enseignements centraux de Strauss. Cela est tout particulièrement vrai dans le domaine de la politique étrangère, où le gouvernement Harper s'est battu pour changer l'image de la nation en renversant l'identification canadienne traditionnelle aux objectifs et idéaux internationalistes de l'ONU (McLeod Group 2012 ; McKay et Swift ; Richler 2012 ; Staring 2013)¹. Certains critiques ont attribué la position de Harper à une préoccupation matérialiste pour la puissance et les avantages économiques (Engler 2012), qui serait mal servie par les nobles sentiments des traités internationaux et des régulations émanant de New York. Si cette explication comporte une part de vérité, les paroles et les actions du premier ministre révèlent que son antipathie pour l'ONU se nourrit aussi de préoccupations « culturelles » plus profondes, pour reprendre la terminologie de Dorion-Soulié. Au fil des ans, Harper a maintes fois répété que l'engagement du Canada envers l'ONU était symptomatique d'un relativisme dangereux qui acceptait tous les modes de vie comme méritant également le respect et qui minait toute volonté de combattre pour ce qui est véritablement bon et noble.

De bien des manières, les craintes exprimées par Harper à l'égard de l'ONU font écho aux déclarations pessimistes que l'on trouve dans les écrits de Strauss relativement au rêve de la société moderne de créer la paix et l'abondance par l'entremise d'un ordre mondial universel. Selon Strauss, une telle vision ne pourrait se réaliser qu'en abandonnant la conviction qu'il existe une hiérarchie éternelle des biens ou des fins selon laquelle un mode de vie pourrait être conçu comme plus noble ou meilleur qu'un autre. Lorsque les êtres humains renoncent à la recherche d'un tel standard, prévient Strauss, ils abandonnent leur humanité. Ces avertissements désespérés contre l'avènement d'un gouvernement mondial ont eu une influence décisive sur la politique étrangère néoconservatrice, selon plusieurs experts (Drolet 2011 ; Hirst 2013 ; Kristol 2003 ; Norton 2004 ; Xenos

1. Les commentaires sur la relation froide, voire antagoniste, de Harper avec l'ONU n'ont certainement pas manqué (Caplan 2010 ; McLeod Group 2012 ; McKay et Swift 2012 ; Richler 2012 ; Staring 2013).

2008). Il est tout à fait plausible que Harper ait été, à tout le moins, indirectement influencé par les idées de Strauss en étant exposé au discours néoconservateur qui a contribué à définir le débat public américain, tout particulièrement durant les premières années du régime de George W. Bush. Quoi qu'il en soit, la pensée de Strauss jette une lumière révélatrice sur bon nombre des paroles et des actions de Harper en politique étrangère, notamment en ce qui a trait à son mépris évident pour les institutions et les accords internationaux qui posent des limites à la souveraineté nationale au nom d'un plus grand ordre mondial. Strauss fournit une expression philosophique plus complète de cette posture et révèle à la fois ses présupposés fondamentaux et ses implications plus larges.

I – Harper et les Nations Unies

L'un des premiers indices de l'attitude de Harper à l'endroit de l'ONU est apparu en 2003, trois ans avant que le Parti conservateur nouvellement reconstitué ne forme son premier gouvernement minoritaire. Le refus des libéraux de Jean Chrétien de se joindre à l'invasion de l'Irak avait provoqué la colère sans concession du néophyte qui menait l'opposition. S'exprimant lors de l'émission *Question Period*, sur les ondes de CTV, Harper grommelait : « *This government's only explanation for not standing behind our allies is that they couldn't get the approval of the Security Council at the United Nations – a body [on] which Canada doesn't even have a seat* » (Harper 2003a). Un mois plus tard, Harper y allait d'une déclaration sans ambiguïté quant aux raisons qui auraient dû pousser le Canada à participer à cette mission. Devant une foule réunie à Toronto pour un rassemblement des Friends of America en avril 2003, Harper s'est exclamé :

Thank you for saying to our friends in the United States of America, you are our ally, our neighbour, and our best friend in the whole wide world. And when your brave men and women give their lives for freedom and democracy we are not neutral. We do not stand on the sidelines ; we're for the disarmament of Saddam and the liberation of the people of Iraq (cité dans Bloomfield et Nossal 2013 : 149).

Ces deux remarques offrent un aperçu de certains thèmes récurrents dans les commentaires de Harper sur l'ONU au fil des ans. Tout d'abord, on y voit une protection jalouse de la souveraineté nationale ainsi que l'idée selon laquelle se joindre à une alliance avec un ami est un exercice de cette souveraineté, tandis que tenir compte de la demande d'une institution internationale où le Canada « n'a même pas de siège » est une abdication de cette même souveraineté. Ensuite, on y trouve la suggestion que la décision du Canada de suivre l'ONU représentait une tentative de demeurer « neutre », au lieu d'exercer sa volonté par une posture morale qui serait ensuite défendue par l'action militaire. Ces

craintes ont défini la relation froide que Harper entretient avec l'ONU depuis qu'il est arrivé au pouvoir.

En septembre 2014, Harper a surpris bien des commentateurs en prononçant un discours lors de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU, qui plus est un discours centré en grande partie sur la responsabilité financière des nations riches à l'égard des nations plus pauvres (Harper 2014a). Jusque-là, Harper n'avait assisté qu'à deux ouvertures de l'Assemblée générale. À sa première visite, en 2006, il avait prononcé un discours de reproches cinglants à l'endroit de l'ONU, qu'il accusait d'avoir échoué à apporter la sécurité en Afghanistan et à d'autres nations déstabilisées dans le monde. Comme l'a dit un expert, le premier ministre n'a alors laissé aucun doute quant à ses sentiments, « *questioning the international body's relevance in language that might just as easily have been used by someone like Jeane Kirkpatrick* », la fervente néoconservatrice et ambassadrice américaine à l'ONU sous Reagan (Smith 2012 : 24-25). Harper fit sa deuxième visite à l'Assemblée générale en 2010, tentant alors d'obtenir un prestigieux siège au Conseil de sécurité pour le Canada. Bien qu'il y ait consacré des millions de dollars et de grandes ressources diplomatiques, la candidature canadienne, sans surprise, a été rejetée. On a proposé de nombreuses explications à cette défaite humiliante : le soutien bruyant du gouvernement Harper à Israël et sa critique non moins virulente de la posture de l'ONU face à ce pays, ses coupes dans l'aide aux pays africains, son rejet des principes de l'accord de Kyoto (dont il s'est finalement retiré en 2011) ou, plus probablement, une combinaison de tous ces facteurs et d'autres encore. La réprimande aux mains de l'ONU ne fit cependant rien pour améliorer le comportement de Harper à l'égard de l'organisation. Au cours des deux années suivantes, le premier ministre se rendit à New York durant la session inaugurale de l'Assemblée générale, mais il snoba l'évènement. Il envoya à sa place son ministre des Affaires étrangères, John Baird, qui prononça en 2011 un discours que de nombreux observateurs considérèrent comme une attaque véhémement contre l'ONU.

Au cœur de la critique de Baird, on retrouvait l'idée que l'ONU avait perdu ses repères moraux et avait entamé un « lent déclin ». Elle avait permis à des régimes de signer des conventions ou de siéger à des commissions visant à appliquer les droits humains, alors que ces régimes violaient allègrement ces droits. Plus grave encore peut-être, l'ONU ne montrait aucune détermination à répondre aux violations des droits humains ou aux menaces à la sécurité par des actions décisives. Faisant écho aux paroles de son chef, Baird concevait l'échec de l'organisation comme fonction de l'éclipse de l'État-nation. Selon lui : « *State sovereignty is not created by multilateral institutions. Instead, multilateral institutions exist and derive legitimacy from the independent decisions of sovereign states* ». Les institutions multilatérales telles que l'ONU,

poursuivit-il, possédaient une légitimité dans la mesure où elles représentaient « *a collection of sovereign decisions based on individual states' own interests* ». Baird précisa qu'il ne s'agissait pas d'un intérêt égoïste étroit, mais bien d'une vision élargie de l'intérêt mutuel qui incluait les objectifs moraux partagés de nations possédant les mêmes sensibilités. En ce sens large, avançait-il, la prise de décision collective ne signifiait pas la simple recherche de « l'uniformité » ou du « consensus ». Atteindre un consensus revenait en fait à accepter des compromis quant à son autorité morale souveraine dans le but d'accommoder les dictateurs et autres violeurs de droits. Il souligna son propos par une citation de Margaret Thatcher : « *Consensus seems to be the process of abandoning all beliefs, principles, values and policies. So it is something in which no one believes* » (Baird 2011).

On peut détecter une peur prédominante derrière les incessantes attaques verbales du gouvernement Harper contre l'ONU. Comme le dit Carolyn McAskie, les déclarations officielles du parti « *time and again refer to 'the UN' as if it were an entity in its own right with its own source of funds, influence and decision-making power* » plutôt que « *the sum of its member states, Canada included* » (McAskie 2011 : 7). Ce que le gouvernement Harper semble craindre n'est pas seulement que l'ONU d'aujourd'hui menace de quelque manière l'autorité de l'État-nation, mais que l'ONU soit en train de s'établir comme un lieu indépendant d'autorité politique supranationale.

La crainte que l'ambition de l'ONU soit en voie de dépasser ses origines multilatérales et qu'elle tente de s'asseoir en tant qu'ordre politique supérieur à la souveraineté nationale a des origines qui remontent à bien plus loin que les esprits agités du régime actuellement en place à Ottawa. Il s'agit aussi d'une idée fixe des néoconservateurs américains. Irving Kristol (2003), le supposé parrain du néoconservatisme, note que l'un des seuls principes permanents de politique étrangère du mouvement réside dans l'opposition à ce qu'il décrit comme l'idée d'un « gouvernement mondial » (*Ibid.* : 24). Jean-François Drolet (2011 : 161) identifie aussi la résistance à la « gouvernance libérale globale » comme l'une des doctrines centrales du mouvement, et il montre comment cette opposition s'est incarnée dans un appui richement financé à des politiques, à des groupes de pression et à des organismes de recherche qui tentent d'affaiblir le soutien américain à des institutions internationales telles que l'ONU ou le Tribunal pénal international. Kristol et Drolet font tous les deux remonter cette préoccupation pour les pulsions universalistes de ces organisations à la même source philosophique : Leo Strauss².

2. À ce propos, Kristol (2003) mentionne aussi Donald Kagan qui, comme Strauss, aurait dirigé les néoconservateurs vers l'enseignement de Thucydide sur les relations internationales. Pour

II – Leo Strauss et la tyrannie de l'État universel

Les premières réflexions de Strauss sur les dangers de l'État mondial, qui sont aussi ses réflexions les plus poussées sur la question, apparaissent en 1948 dans son ouvrage *On Tyranny* ([1961] 2000). Dans l'édition publiée en français en 1954 est introduit un débat désormais célèbre avec le penseur d'origine russe Alexandre Kojève. Philosophe et homme d'État français, Kojève influença certains des esprits les plus importants du 20^e siècle par son interprétation hautement originale de Hegel. Entre 1933 et 1939, il présenta à l'École pratique des hautes études une série de conférences devenues canoniques sur la *Phénoménologie de l'esprit*³ auxquelles assistèrent bon nombre des principaux intellectuels parisiens de l'époque, dont Jean-Paul Sartre, Maurice Merleau-Ponty, Raymond Aron et Georges Bataille. L'une des affirmations les plus originales qui émergent de l'étude que Kojève consacra à Hegel est que l'histoire du monde avançait vers ce qu'il nommait « l'État universel et homogène ». Kojève disait avoir trouvé chez Hegel la preuve que l'histoire est le récit de l'autoréalisation graduelle de la raison et que ce processus culminerait finalement dans un état de choses où toutes les contradictions fondamentales ou tous les désaccords dans les relations humaines seraient dépassés de manière permanente. Le résultat serait un régime global de droits égaux à la fois universel, éradiquant les divisions raciales entre nations, et homogène, éliminant les divisions de classes au sein des nations (Kojève : 1947).

L'échange publié entre Strauss et Kojève est en grande partie centré sur la description que ce dernier faisait de l'État universel et homogène en tant que stade suprême d'un processus de développement social humain. Strauss rejetait catégoriquement le portrait progressiste que Kojève dressait de cet État, arguant que sa réalisation représenterait non pas le point culminant de l'histoire humaine, mais la pire tyrannie que l'histoire n'ait jamais connue. Il croyait qu'un aperçu d'un tel régime pouvait être trouvé dans les systèmes totalitaires brutaux de la Russie et de la Chine communistes. Tous deux cherchaient à réaliser un ordre global fondé sur l'égalité matérielle et légale absolue et, ce faisant, tous deux laissaient voir une menace, « *[the] threat of becoming... what no earlier tyranny ever became : perpetual and universal* » (Strauss 1961 : 27 ; voir aussi 1964a : 3 et s.).

Mais Strauss ne voyait pas le potentiel d'une telle tyrannie uniquement dans les régimes brutaux de l'Orient marxiste ; le danger était aussi bien vivant

une discussion de l'influence de Strauss sur Kristol et les néoconservateurs en général, voir Douglas Murray (2006).

3. Certaines de ces conférences furent recueillies par Raymond Quéneau, alors élève de Kojève, et publiées en France en 1947 sous le titre *Introduction à la lecture de Hegel : leçons sur la Phénoménologie de l'esprit professées de 1933 à 1939 à l'École des hautes études*. Elles furent ensuite publiées en anglais ([1947] 1969) et sont généralement considérées comme l'un des traitements les plus importants de Hegel au 20^e siècle. Voir Kojève ([1969] 1980).

dans l'Occident démocratique. L'avènement de l'État universel, écrivait Strauss, était tout aussi horrifiant, qu'il survienne « *by one stroke and without mercy or else by slow and gentle processes* » (1961 : 27). Si l'Occident avait renié les méthodes brutales du marxisme oriental, nombreux étaient ceux qui, dans nos sociétés, croyaient encore aux fins utopiques qu'il se fixait. Plus particulièrement, Strauss avait à l'esprit ces « libéraux » occidentaux qui cherchaient à construire une fédération de tous les États en existence ou émergents sous les auspices d'une Organisation des Nations Unies « grandement renforcée et véritablement universelle ». Selon Strauss, leur vision de l'organisation internationale était porteuse de « *the greatest possible approximation of the universal and homogeneous state* » (1968 : viii).

III – Libéralisme et relativisme

Ce jugement brutal contre l'ONU repose sur l'adhésion de Strauss aux principes de la « philosophie politique classique », en particulier tels qu'ils sont formulés dans les textes de Platon et d'Aristote. Les classiques, selon Strauss, avancent que « *every political society that ever has been or ever will be rests on a particular fundamental opinion* » (1968 : x). Ces opinions, qui impliquent toujours un jugement sur ce qui constitue la bonne vie, ne peuvent pas être remplacées par le savoir (1968 : x). Un tel savoir serait impossible, non pas car « le bien » n'a pas d'existence objective en dehors des construits d'une société particulière. La connaissance du bien est impossible, car notre conscience du bien est toujours incomplète et réfractée à travers les particularismes d'une société donnée (1959 : 10). Pour les classiques, disait Strauss, le caractère partiel et incertain de nos opinions fondamentales à propos du bien garantissait qu'il y aurait toujours de violents désaccords sur les questions les plus importantes. Pour cette raison, ils ne considéraient pas la possibilité d'un État universel et homogène.

Strauss affirmait qu'à notre époque la compréhension classique de la société politique avait été pratiquement éclipsée par la perspective des sciences sociales modernes. Du point de vue des sciences sociales, les opinions fondamentales à propos du bien, entretenues par chaque société, en sont venues à être comprises comme des « valeurs ». Au cœur de cette notion de valeurs se trouvait la présomption relativiste que « *all positions of this kind are equally true or untrue : true from within, untrue from without* » (Strauss 1989a : 9). Ce même relativisme, selon Strauss, avait été adopté par de larges pans de la société moderne libérale, et il sous-tendait la croyance libérale selon laquelle des sociétés très différentes, possédant un ensemble très varié de croyances, pouvaient coexister pacifiquement : les sociétés pouvaient s'engager à poursuivre des objectifs ou des valeurs donnés, tout en acceptant que d'autres sociétés poursuivent les leurs de la même manière. Les relativistes, selon Strauss, affirmaient que les valeurs n'ont pas

de fondement rationnel et que, de ce fait, elles ne peuvent pas fournir les bases de l'accord sur lequel on pourrait construire une société universelle. Pourtant, les relativistes croyaient qu'il existait un fondement rationnel qui permettrait d'accommoder et de tolérer les valeurs disparates et irrationnellement entretenues des uns et des autres⁴. Cette présomption infondée pouvait être observée, par exemple, en filigrane des appels plus réalistes lancés à l'ONU en tant que fédération universelle qui unirait des puissances ne partageant peut-être rien, hormis leur désir de protéger leurs propres intérêts égoïstes, en évitant la guerre. Strauss insiste pour dire que cette vision apparemment « réaliste » de l'ONU était tout de même idéaliste selon la perspective classique, car elle présumait que les différences d'opinions qui séparaient les sociétés les unes des autres seraient amoindries par un accord universel plus puissant, selon lequel ces opinions ne vaudraient pas que l'on meure pour elles. Toute société suffisamment développée verrait éventuellement la désirabilité ultime d'une existence confortable et pacifique (1968 : viii).

Strauss nous dit que les espoirs libéraux d'une ONU véritablement universelle ont été niés par la grave réalité géopolitique qui a rapidement pris forme après la guerre. Dans les premières années du communisme soviétique, il était facile pour de nombreux libéraux occidentaux de croire que ce mouvement partageait le but de faire advenir « la société universelle et prospère d'hommes et de femmes libres et égaux ». Cette croyance était nourrie par le sentiment que l'on partageait des objectifs avec les Soviétiques, sentiment créé par la bataille contre un ennemi commun lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais, avec la fin de la guerre, l'Union soviétique commença à révéler un côté beaucoup plus brutal. Pour Strauss, les leçons politiques du « stalinisme et du post-stalinisme » étaient claires : « *for the foreseeable future there cannot be a universal state, unitary or federative* » (1964a : 4-5). Plusieurs libéraux semblèrent comprendre cette leçon et être préparés à se tenir debout pour défendre leurs valeurs contre la menace communiste (1959 : 20). Cependant, Strauss croyait que le libéralisme d'après-guerre, au sens où il avait absorbé les prémisses du relativisme de valeurs, était affecté par une faiblesse interne qui rendait certains libéraux vulnérables aux espoirs idéalistes mais vains d'une réconciliation. Pour les libéraux relativistes, l'affrontement de la guerre froide était au final un choc entre deux valeurs irréconciliables – marxisme contre libéralisme – et il était impossible de démontrer que l'une ou l'autre était objectivement supérieure. Cette vision des choses disposait certains libéraux à faire confiance à l'ONU en tant que source d'un arbitrage supposément neutre. Strauss croyait que cette confiance en l'ONU était dangereusement utopique, qu'elle n'était fondée sur « rien d'autre qu'un

4. Dans les mots de Strauss, « *Nor do we end in a state of perpetual war of everybody against everybody, for we are permitted to 'trust to reason and the council table for a peaceful coexistence'* » (1989a : 9).

espoir hérité et peut-être désuet », et il s'inquiétait des graves risques créés par ces tentatives de coopérer pacifiquement avec un ennemi hostile (1964a : 6).

IV – L'héritage straussien

Les assauts de Strauss contre le soutien à l'ONU des libéraux occidentaux rencontrent un écho très net dans les commentaires de certains néoconservateurs de la période contemporaine. Douglas Murray (2006), dans son ouvrage *Neoconservatism : Why We Need It* (où Strauss est abondamment cité), se prononce en ces termes contre l'organisation internationale :

An organization that presumes to represent the interests of hostile dictatorships can never represent the interests of great democracies. A generation disposed to view the UN's verdict as binding is a generation disposed to global relativism. It reveals itself to be attracted by merely a more pleasant-looking form of unrepresentative tyranny (2006 : 203).

On retrouve ici un certain nombre des critiques fondamentales que Strauss adresse à l'ONU, regroupées en un seul bref passage. D'abord, la croyance que le soutien des libéraux occidentaux pour l'ONU est un symptôme de relativisme galopant ; ensuite, l'affirmation selon laquelle ce même relativisme place les dictateurs et les démocrates sur le même niveau moral, compromettant ainsi les véritables intérêts de ces derniers ; finalement, l'avertissement antique et très straussien contre la tyrannie.

Des sentiments anti-ONU étonnamment similaires ont aussi été exprimés au nord de la frontière américaine par Stephen Harper et son parti. En septembre 2012, Harper se rendit à New York pour accepter le controversé prix du « World Statesman of the Year », évitant ostensiblement la séance d'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU. Dans son discours de remerciement, Harper assura son auditoire que le Canada était engagé à servir les « intérêts plus larges de l'humanité ». Mais, au lieu de clarifier ce que signifiait un tel engagement, il consacra la majorité de son discours à expliquer ce que cela ne signifiait *pas*. Plus que tout, cela ne signifiait pas « courtiser tous les dictateurs possédant un vote aux Nations Unies ou simplement suivre tous les consensus internationaux émergents, même les plus nettement mal conçus » (Harper 2012). Bien qu'il n'en donnât aucun indice à ce public américain prestigieux, les remarques de Harper ne visaient pas à décrire l'attitude de tous les Canadiens. S'exprimant devant une foule de fidèles du parti à l'issue de sa victoire électorale de 2011, le premier ministre expliqua très clairement que, « durant la longue ère libérale » qui venait de prendre fin, le Canada avait trop facilement acquiescé aux demandes venues d'ailleurs et s'était trop efforcé de « plaire à tous les dictateurs possédant un vote aux Nations Unies » (Harper 2011a).

Dans un discours révélateur prononcé en 2003 devant le groupe conservateur Civitas, Harper (2003b) chercha à isoler la force motrice la plus profonde de la politique étrangère du Parti libéral, y compris sa déférence machinale envers l'ONU. Il choisit comme cas d'étude « la réponse des libéraux modernes à la guerre à la terreur », attirant surtout l'attention sur le refus du Canada, sous le gouvernement de Jean Chrétien, de se joindre à la coalition menée par les Américains qui envahit l'Irak en 2003. Harper expliqua alors que « les débats naissants en politique étrangère devaient être menés sur le terrain de la morale ». « Comme nous avons pu le voir ces derniers mois, poursuivit-il, ce sont des débats où les libéraux modernes n'ont pas de réponse. » Il expliqua ensuite pourquoi « les libéraux modernes (à l'exception de Tony Blair) » n'avaient rien à ajouter à ce débat. Dans un langage qui aurait pu être tiré directement des pages de Strauss ou de ses admirateurs néoconservateurs, Harper déplora le fait que les libéraux contemporains étaient « prisonniers d'un système de neutralité morale, de relativisme moral et d'équivalence morale ».

V – L'effondrement de la révolution conservatrice

Harper croyait que le déclin moral du libéralisme pouvait en partie remonter à la fin de la guerre froide. Ici aussi, son analyse était très proche de celle de certains straussiens, qui ont décrit la chute de l'Union soviétique comme un moment de crise pour la démocratie libérale. Strauss ne se lassait jamais de le répéter : le libéralisme moderne repose sur des présupposés relativistes qui ne pourraient en aucun cas fournir une défense théorique adéquate de ses propres principes les plus chers. Mais Strauss affirmait aussi que « *the theoretical crisis does not necessarily lead to a practical crisis, for the superiority of liberal democracy to communism, Stalinist or post-Stalinist is obvious enough* » (1989b : 98). Ce qui a sauvé les libéraux d'une chute dans le doute philosophique à propos de ces principes sans fondement, c'est la guerre froide – la nécessité existentielle de faire preuve d'une détermination imperturbable face à un ennemi idéologique tout aussi résolu. Avec la chute du mur de Berlin, cependant, les circonstances qui avaient protégé le libéralisme contre le doute ont disparu.

Harper reconnaissait que, durant la majeure partie du 20^e siècle, les libéraux canadiens avaient été prêts à se tenir debout et à combattre le mal indéniable qu'était le communisme. Le libéralisme classique, qui faisait la promotion de l'ouverture du commerce et de la liberté face à l'intervention étatique, partageait la préférence du conservatisme pour la propriété privée, la société civile et le gouvernement limité. Il va sans dire que les deux groupes proposaient des justifications très différentes pour leurs positions : le libéralisme clamait qu'il prenait appui avant tout sur une motivation économique, tandis que les conservateurs se basaient sur un appel à la tradition et sur une méfiance à l'égard des

effets délétères qu'un gouvernement trop intrusif pourrait avoir sur la moralité. Les croyances centrales qu'ils partageaient suffisaient toutefois à les unir, particulièrement quand ces mêmes croyances étaient menacées par un « ennemi commun ». L'ennemi en question, dans les mots de Harper, était « le socialisme radical sous ses diverses formes ». Sur la scène internationale, ce péril s'était manifesté par les maux qu'étaient « le fascisme, le communisme et le totalitarisme socialiste » (2003b).

Dans la version de l'histoire à laquelle adhère Stephen Harper, la politique étrangère canadienne avait reposé sur ses fondements les plus solides dans les moments où les libéraux s'étaient joints aux conservateurs pour combattre l'ennemi socialiste commun. Mais les libéraux en question, il est important de le souligner, n'étaient pas les mêmes personnes qui formaient le Parti libéral du Canada. Comme exemple concret de cette coalition libérale-conservatrice, Harper ne mentionne que le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney. Mulroney, s'inspirant de la « révolution Reagan-Thatcher », fit la promotion du libéralisme et du gouvernement limité à l'intérieur et de l'anticommunisme à l'extérieur. Cette formule, au dire de Harper, a connu un succès remarquable. Les sociaux-démocrates et les libéraux de gauche (du type de ceux que l'on trouve dans le Parti libéral du Canada), qui avaient traditionnellement soutenu l'intervention gouvernementale dans l'économie et un État-providence pléthorique, furent au moins partiellement convertis à la logique austère du programme économique Reagan-Thatcher. « Les socialistes et les libéraux commencèrent à se prononcer pour l'équilibre budgétaire, la supériorité des marchés, le renversement de l'État-providence, le libre-échange et une mesure de privatisation. » Tout aussi importants, cependant, furent les triomphes du conservatisme à l'extérieur, alors que Reagan et Thatcher tinrent bon contre l'Union soviétique « jusqu'à ce que la guerre froide se conclue par un succès définitif » (2003b ; voir aussi Harper 2014b).

La victoire quasi totale de la révolution Thatcher-Reagan fut cependant des plus coûteuses. Victime de son propre succès, le mouvement a ironiquement servi un coup sévère à la cause du conservatisme. D'une part, les gouvernements conservateurs n'avaient plus le monopole de la formule économique gagnante, et ils découvrirent qu'ils étaient désormais en lutte contre des libéraux comme Tony Blair en Grande-Bretagne, Bill Clinton aux États-Unis ou l'équipe de Jean Chrétien et Paul Martin au Canada. Mais, aux yeux de Harper, il ne s'agissait pas là du principal obstacle à la cause conservatrice. Après tout, l'adoption du programme économique conservateur signifiait en un sens que la bataille avait été remportée : bien que les libéraux de gauche aient pollué les eaux pures de l'économie thatchérienne ou reaganienne avec leurs partenariats public-privé et autres confusions de « troisième voie », leur approche était « moins nettement différente de l'économie conservatrice conventionnelle que le serait un véritable

socialisme ». La vraie crise qui secouait le conservatisme après la guerre froide, selon Harper, n'était pas de nature économique, mais morale. Ce sont les principes et la détermination inébranlable de Reagan et Thatcher en politique étrangère qui impressionnèrent le plus Harper. Comme il le souligna à l'occasion de la mort de Thatcher en 2013, « le succès de sa politique économique a défini le conservatisme contemporain même » ; mais « ses plus grandes réalisations [...] eurent certainement lieu sur la scène mondiale ». Avec « feu le président des États-Unis Ronald Reagan et Sa Sainteté le pape Jean-Paul II, elle a joué un rôle clé dans la chute de l'URSS ». Et Harper de poursuivre avec enthousiasme : « Ainsi, des millions de personnes vivent désormais dans la dignité et la liberté qu'elle envisageait pour eux durant les moments les plus sombres des années d'après-guerre » (Harper 2013 ; voir aussi 2014b).

Si la défaite du communisme marqua la victoire ultime de la grande vision morale de Thatcher et de Reagan, elle en signala du même coup l'éclipse. Ces conservateurs et ces libéraux qui avaient traditionnellement trouvé un terrain d'entente dans leur opposition au communisme ont alors découvert qu'ils avaient perdu « le partage d'un ennemi extérieur commun » (Harper 2003b).

VI – Retrouver un compas moral après la guerre froide

Pour Harper, le grand danger de la période après-guerre froide pour le mouvement conservateur était qu'en l'absence d'une lutte morale grandiose survienne la tentation de se tourner vers un conservatisme strictement économique. Autrement dit, Harper redoutait que le conservatisme se réduise de plus en plus à une expression du libéralisme économique classique, dénué de toute préoccupation pour la moralité traditionnelle. Cela surprendra certains commentateurs, qui ont soutenu que Harper était fondamentalement un disciple du philosophe et économiste libertaire Friedrich Hayek⁵. Mais l'accent mis par Hayek sur la notion voulant que les questions de justice n'aient aucun rôle à jouer dans une société spontanément ordonnée par les préférences égoïstes des citoyens/consommateurs est incompatible avec l'insistance de Harper à affirmer que « la politique est une affaire morale⁶ ».

Dans l'esprit de Harper, un conservatisme purement économique ne serait pas de nature à affronter les immenses défis moraux de la politique

5. Voir Gutstein (2014) ainsi que Patten (2008 : 33-34). L'universitaire et activiste Robin Matthews (2013) accole aussi l'étiquette hayekienne à Harper dans un article enflammé pour le controversé magazine de gauche *Radicalpress.ca*.

6. Kristol (1970) propose une discussion éclairante des déficiences de la théorie politique amoral de Hayek, soulignant plusieurs des points soulevés par Harper dans son essai de 2003. Pour un traitement plus approfondi de l'opposition de Kristol au libéralisme, voir la contribution de Dorion-Soulié et Sanschagrin à ce numéro.

contemporaine. Bien qu'il sache que plusieurs conservateurs économiques partageaient les mêmes objectifs moraux que les conservateurs sociaux, Harper s'inquiétait de ce que les doctrines économiques étroitement libérales qu'ils professaient ne puissent fournir une défense robuste de ces objectifs. Plus précisément, il craignait qu'elles ne soient incapables de faire barrage à l'influence insidieuse de la gauche libérale. Les conservateurs économiques adoptaient le langage moralement neutre du libéralisme moderne, mais continuaient de croire en l'importance de la préservation de plusieurs de nos traditions morales ; la « gauche moderne », elle, était déterminée à imposer son insipide vision morale au-dessus de ces traditions. Après des décennies de règne libéral, la gauche permettait à son « système de relativisme moral, de neutralité morale et d'équivalence morale... de dominer ses débats intellectuels et ses objectifs de politiques publiques ».

Aussi préoccupé qu'ait été Harper par le programme social décadent des libéraux, il ne s'agissait pas de la pire menace qu'il voyait poindre à l'horizon politique de la nation. En effet, sa préoccupation la plus profonde relativement à l'emprise de plus en plus forte du programme libéral était qu'elle semblait présager un glissement du pays vers un territoire idéologique encore plus extrême. Harper sonnait l'alarme : la gauche moderne, ou certains de ses éléments, glissait « au-delà de la vieille moralité socialiste ou même du relativisme moral, vers quelque chose de bien plus sombre ». Harper voyait des signes de plus en plus évidents que la gauche était en train de s'enfoncer dans ce qu'il décrivait comme du « nihilisme moral » (2003b). Ici, un autre parallèle éclairant peut être tracé avec la pensée de Strauss. L'une des critiques principales de Strauss à l'endroit du relativisme libéral consistait à dire qu'il ne saurait fournir aucune défense contre la descente de la société dans le nihilisme. On pouvait encore faire confiance à plusieurs libéraux qui embrassaient publiquement le relativisme pour qu'ils défendent leur société contre ses ennemis extérieurs, mais pas contre ses ennemis intérieurs. Le relativiste, selon Strauss, « *has nothing to say against those who unhesitatingly prefer surrender; that is, the abandonment of liberal democracy, to war* » (1968 : 223).

Les avertissements de Strauss sont pratiquement identiques au message que Harper adressait aux conservateurs économiques qu'il cherchait à rallier à sa cause en 2003. Alors que la « guerre à la terreur » menée par les Américains battait son plein, Harper était déconcerté par le « manque de désir des libéraux modernes de se battre ». Mais il était encore plus perturbé par ce qu'il décrivait comme « *the striking hope on the Left that we actually lose* » (Harper 2003b). Il poursuivit en affirmant qu'il voyait cette attitude autodestructrice s'insinuer dans les déclarations publiques de Jean Chrétien qui, lors de l'anniversaire du 11-Septembre, fit la « sombre suggestion » – ou à tout le moins insinua – que « nous l'avons mérité » (*Ibid.*).

Pour Harper, la chute du libéralisme moderne dans le relativisme moral allait main dans la main avec l'indifférence croissante, voire l'aveuglement, face à la tâche primaire et vitale de l'autopréservation. Ici encore, la pensée de Strauss s'avère éclairante. Strauss affirmait que le libéralisme, tel qu'il a été originalement conçu, considérait l'autopréservation comme un droit non seulement en un sens légal, positif, mais en un sens moral. Qui plus est, ce droit constituait le fondement ou la « base » de tous les autres droits ou autres revendications morales sur lesquels reposait le libéralisme (Strauss 1936 : 17-18). Ironiquement, le succès des gouvernements libéraux à garantir ce droit contribua à rendre sa nécessité moins urgente et immédiate. L'État libéral, travaillant en coopération avec la science moderne, fut capable de se tourner vers la satisfaction d'une liste sans cesse croissante de besoins et de désirs secondaires, ce qui eut pour effet d'éloigner encore davantage les citoyens de cette préoccupation morale des plus fondamentales pour l'autopréservation.

Dans l'histoire canadienne telle que la comprend Harper, un déclin du type que décrit Strauss s'est abattu sur la nation depuis au moins quarante ans, sous le règne du Parti libéral. Alors qu'à d'autres époques l'État canadien avait entretenu une société prête à se défendre elle-même et à défendre ses alliés, il était devenu, dans les dernières décennies, un ordre bureaucratique englobant qui pourvoyait aux désirs sans cesse croissants d'une population de plus en plus molle et égoïste.

VII – Trudeau et le déclin libéral

Harper fait remonter les origines de cette transformation malheureuse du corps politique canadien à l'influence d'un leader libéral en particulier : Pierre Trudeau. Dans les années 1950, au sommet de la guerre froide, le parti était dirigé par Louis Saint-Laurent, un anticommuniste résolu pour qui même Harper peut confesser de l'admiration⁷. Saint-Laurent semble cependant être le dernier leader de la lignée libérale capable de mériter quelque respect que ce soit de la part du gouvernement Harper. Lester B. Pearson, successeur de Saint-Laurent devenu une icône canadienne pour son rôle de précurseur dans le développement du « maintien de la paix », a été ostensiblement mis au rancart par les conservateurs. Baird, dont le ministère est hébergé dans un immeuble baptisé en l'honneur de Pearson, « traite le diplomate le plus célèbre du pays comme une contagion à fuir », selon un historien en vue (Cohen 2014)⁸. Toutefois, malgré le peu d'affection que les

7. En effet, à la suite de l'invasion de la Crimée par la Russie, Harper a livré contre le communisme une diatribe enflammée, et étrangement anachronique, dans laquelle il a offert à l'ancien premier ministre un rare hommage non partisan (2014b).

8. À sa place, les conservateurs ont élevé la figure de l'ennemi acharné de Pearson, John Diefenbaker. La détermination du parti à réhabiliter l'impopulaire Diefenbaker a été mise en évidence dans les discours du ministre des Affaires étrangères John Baird, qui rétablit la

conservateurs ont pour Pearson, c'est son successeur, Pierre Trudeau, qui leur inspire le plus grand mépris.

Dans un article écrit six ans avant de prendre le pouvoir, Harper décrivait le Canada moderne comme rien de plus qu'une « série de dépendances économiques et psychologiques » léguées par Trudeau. Celui-ci avait mis en place les « piliers post-impériaux du bilinguisme, du socialisme et du centralisme », contribuant de cette manière à cultiver un « “nationalisme” de chèqueier » (*cheque-book* « *nationalism* ») dans lequel le sentiment d'appartenance à l'État croît en proportion des dépenses sociales qu'il effectue (Harper 2000). Sous Trudeau, la nation a de plus en plus été conçue comme quelque chose qui existait pour satisfaire les désirs égoïstes des individus, plutôt que comme un bien plus noble requérant des sacrifices personnels. Les « droits » ont fini par être vus comme des « privilèges » garantis par l'État, loin de tout sentiment de devoir réciproque. En effet, les devoirs, qui à l'origine étaient enracinés dans la responsabilité morale que la tradition assignait aux membres d'une société particulière, furent de plus en plus attaqués au nom des droits (2003b). Harper s'irritait de l'effet « totalitaire » des commissions des droits de la personne, ces inventions de l'ère Trudeau qui permettaient à l'appareil bureaucratique quasi légaliste du gouvernement de pénétrer dans toutes les sphères de la société civile (cité dans Kwantes 1999).

Pour décrire cette transformation en des termes très généraux, après Trudeau la nation canadienne n'a plus été vue comme l'incarnation des objectifs moraux du peuple, une cause plus noble pour laquelle les citoyens seraient appelés à se sacrifier et à se battre. Elle est plutôt devenue un objet distant et impersonnel, un énorme ordre administratif moralement neutre qui n'existait plus que pour protéger les gens du besoin de se sacrifier⁹. Cette forme d'attachement à l'État canadien représentait une relation de convenance et non de véritable loyauté. « Après tout, disait Harper, c'est à l'aumône gouvernementale, et non au Canada, que la gauche est loyale. » Il alla même jusqu'à spéculer que la gauche vendrait joyeusement son allégeance à un ancien ennemi si le prix était assez élevé. S'avancant sur une glace des plus minces, il alla jusqu'à prédire que la gauche accueillerait l'annexion par Washington avec bienveillance lorsqu'elle réaliserait que « la force supérieure de l'économie américaine permettrait d'offrir plus de cadeaux gouvernementaux que l'État canadien ». Harper suggéra aussi

réputation de son héros politique, Diefenbaker, par les hommages les plus élogieux. Un aperçu de l'un de ces panégyriques révèle que la source de l'admiration de Baird réside dans la défense zélée que son héros a faite des droits et dans son anticommunisme sans compromis. C'était un leader qui, selon Baird, était déterminé à « se tenir debout dans un monde en perpétuel changement », qui avait un solide « compas moral », à l'image « du gouvernement et du premier ministre que le Canada a aujourd'hui » (Baird 2014).

9. Dorion-Soulié et Sanschagrin discutent du rôle central que le sacrifice au nom du bien commun joue dans la défense néoconservatrice des « vertus républicaines » présentée par Irving Kristol.

que cet appel à l'annexion démentirait les prétentions cosmopolites de la gauche, puisqu'elles prenaient généralement la forme d'un plaidoyer pour « une espèce d'institution supranationale » (2000).

Harper croyait que Trudeau avait laissé derrière lui un Canada qui avait perdu contact avec ses valeurs démocratiques les plus importantes. Trudeau lui-même avait fait preuve de ce que Harper décrivait dans un discours comme une indifférence honteuse à l'égard de nos traditions démocratiques, citant en exemple une escapade dans la Chine de Mao et son incapacité à condamner la suppression soviétique du mouvement Solidarność (Solidarité) en Pologne. Dans ce même discours, Harper exprima sa crainte que les Canadiens, à l'avenir, ne se « complaisent de plus en plus dans la facilité et la commodité. Qu'ils ne comprennent pas que leurs droits et leurs privilèges, leur paix et leur sécurité leur viennent de gens qui étaient prêts à vivre et à mourir pour ce qui est juste et bon » (2014b). Par ces mots, il ne voulait pas simplement signifier que tout ce qui était de valeur dans nos sociétés existait grâce à ceux qui sont prêts à risquer leur vie pour ces choses. Il disait plus encore : que seuls ceux qui sont prêts à risquer leur vie pour notre société reconnaissent véritablement ce qui est bon en elle. Il offrit une formule plus dramatique de la même idée aux funérailles du caporal Cirillo, le soldat absurdement assassiné en octobre 2014 lors de l'attaque sur la colline du Parlement : « Les seules valeurs qui valent que l'on vive pour elles sont celles qui valent que l'on meure pour elles », dit Harper dans l'éloge funéraire du militaire (2014c).

Les écrits de Strauss suggèrent un lien semblable entre la santé d'une société et la capacité de ses citoyens à risquer leur vie pour elle. Dans ses premières analyses de Hobbes, Strauss identifiait la proximité de l'expérience de la mort comme le soubassement existentiel indispensable de la société libérale. Pour Hobbes, le droit à l'autopréservation – le droit sur lequel tous les autres droits et libertés sont fondés – était lui-même fondé dans une conscience plus fondamentale et primitive : la peur de la mort violente (Strauss 1936 : 15). C'est uniquement lorsque nous devons affronter la perspective terrifiante de la mort violente, et peut-être encore davantage lorsque celle-ci viendrait des mains d'un ennemi barbare monstrueusement ignorant de cette peur (*Ibid.* : 127), que nous reconnaissons pleinement l'autopréservation comme un bien moral. À mesure que nous nous installons dans une vie « de confort et de facilité », nous nous éloignons de cette expérience primitive de la terreur¹⁰ : « *The bourgeois existence which no longer experiences these terrors will endure only so long as it*

10. Strauss soulignait qu'il était pratiquement inévitable que le droit à l'autopréservation s'étende à l'esprit d'acquisition – une extension qui est comprise dans le développement philosophique de Hobbes à Locke. Étant donné que « *[the] goal of desire is defined by nature only negatively [as] the denial of pain, [the] satisfaction of wants is therefore no longer limited by the demands of the good life but becomes aimless* » (1950 : 250).

remembers them » (122). L'idéal d'un ordre mondial pacifique et prospère est, selon Strauss, incompatible avec la conscience morale qui constitue la pierre d'assise de notre société. Le danger réside moins dans le fait qu'une telle société ne serait pas préparée à se battre pour ses croyances que dans le fait qu'elle ne croirait en rien (Norton 2004)¹¹.

Conclusion

Strauss croyait que l'Occident n'avait pas encore perdu contact avec la conscience morale primitive qui découle de la peur de la mort violente. Malgré le fait que certains libéraux nourriraient des espoirs utopiques en l'ONU peu importe les circonstances, il n'était que trop évident pour la plupart des observateurs objectifs que l'institution était bien loin de remplir sa promesse d'un ordre pacifique universel. Les phénomènes du stalinisme et du post-stalinisme ont eu pour conséquence de rendre « *clearer than it had been for some time that no bloody or unbloody change of society can eradicate the evil in man* » (1964b : 46). Aucun effort de construction de consensus à l'ONU ne permettrait de surmonter l'hostilité de l'Union soviétique sous une figure comme Staline. Dans les faits, il n'existait pas « *a universal federation of nations but only one of those nations which are called peace-loving*¹² ». Pour Strauss, la leçon pratique était évidente : « *For the foreseeable future, political society remains what it always has been : a partial or particular society* ». Aujourd'hui comme dans l'Antiquité, la tâche la plus noble de notre société est le « *self-improvement* ». Cependant, poursuit Strauss, « *[its] most urgent and primary task is its self-preservation* » (Ibid. : 47).

Harper, comme Strauss, a vu la guerre froide comme une menace existentielle confirmant les engagements moraux les plus fondamentaux des Canadiens. Mais, avec le triomphe final de l'Occident sur le communisme, Harper affirma que plusieurs Canadiens avaient oublié pourquoi leur pays valait la peine qu'on se batte pour lui. Cette situation fut aggravée par l'élection de Chrétien quelques années plus tard. En politique intérieure, cette élection marqua un retour à certains des pires éléments de la tradition étatiste Trudeauiste, y compris les commissions des droits de la personne ; sur la scène internationale, cela signifiait l'abandon d'une large part de notre souveraineté à l'idéal utopique de neutralité de l'ONU, où le consensus entre démocrates et dictateurs devait être miraculeusement généré. Étant donné cette combinaison

11. Inversement, Strauss affirmait que « *however much the power of the West may have declined, however great the dangers to the West may be, that decline, that danger, nay, the defeat and the destruction of the West—would not necessarily prove that the West is in a crisis. The West could go down in honor, certain of its purpose* » (Strauss 1964b : 44).

12. West (2004) et Tarcov (2006) présument qu'il s'agit d'une référence aux Nations Unies.

de conditions débilitantes, Harper craignait que les Canadiens ne soient éminemment vulnérables à la menace terroriste qui se révéla si dramatiquement le 11 septembre 2001. Le Canada de l'après-guerre froide de Jean Chrétien et Paul Martin n'était pas préparé à affronter ce nouvel ennemi mortel ni, à vrai dire, sa propre mortalité.

Mais Harper voyait aussi dans la menace terroriste la possibilité d'un renouveau. Dans une entrevue accordée peu de temps après son élection en 2006, Harper fit remarquer que « pour la majorité des trente ou quarante dernières années, nous sommes restés en retrait » – un commentaire qui, comme le note un critique de Harper, « fait bien peu de cas de l'histoire de maintien de la paix du Canada » (Dobbin 2006)¹³. Le premier ministre était décidé à guérir le pays de ce qu'il considérait comme une identification flasque à l'ONU et au maintien de la paix, pour le transformer en une nation de « courageux guerriers », comme il le dirait par la suite (Harper 2011a ; 2014d). À cette fin, durant ses six premières années au pouvoir, il augmenta la taille des forces armées d'un quart et gonfla les dépenses militaires au-delà de leur pic de la guerre froide (Engler 2012 : 153-154). Il s'appropriia aussi avec enthousiasme la « guerre à la terreur » en Afghanistan. En entrevue au cours de sa première année comme premier ministre, Harper fut étonnamment candide dans sa description des effets moraux salutaires que ce conflit – et la rencontre avec la mort – avait sur nos soldats. La guerre, disait-il, « a certainement exigé beaucoup de nos militaires. Je crois que les forces armées en sont sorties meilleures, en dépit – et peut-être d'une certaine manière à cause – des pertes humaines ». Et ces effets de la rencontre avec le terrorisme n'étaient pas limités aux militaires. Dans une entrevue accordée en 2011, Harper spéculait que le 11-Septembre avait aidé le pays en général à regagner sa « confiance en soi », à être « plus engagé » dans le monde. Ces remarques venaient à peine deux mois avant que le Canada ne mette fin à sa mission en Afghanistan, mais Harper y expliquait clairement que la menace existentielle du terrorisme n'avait pas disparu : « Le fait est qu'il y a tant de possibilités différentes, de manifestations du terrorisme, que je crois que nous devons être perpétuellement vigilants... Et je

13. En 2011, dans une entrevue, Harper a offert un soutien très nuancé au « maintien de la paix » : « Je ne rejette pas le maintien de la paix, et je ne rejette pas l'aide étrangère – ce sont des choses importantes que nous devons faire, et dans certains cas mieux faire –, mais les moments véritablement déterminants pour le pays et pour le monde sont les grands conflits où tout est en jeu, et où il faut choisir son camp et montrer que l'on peut contribuer au bon camp. » Comme Michelle Shepard le fait valoir, lorsque les politiciens parlent sans arrêt des menaces apparemment plus urgentes, ils sont moins tentés de faire usage des ressources militaires du pays dans des missions de maintien de la paix loin du Canada. De fait, Harper n'a pas gaspillé ces ressources au profit du maintien de la paix. Alors que la majorité des pays développés ont « graduellement abandonné le maintien de la paix [...] aucune nation n'a changé de comportement aussi radicalement que l'a fait le Canada », qui n'a maintenant que 34 membres de son personnel militaire qui conduisent des activités de maintien de la paix à l'étranger (Shepard 2014).

crois que ce sera une réalité durable [...] de la vie, désormais, au 21^e siècle, malheureusement ».

Comme Harper l'avait prédit, les dangers capables de retenir l'attention des Canadiens n'ont pas manqué. En 2014, par exemple, le premier ministre a lancé des avertissements sérieux à propos de l'agression russe en Ukraine et engagé le soutien militaire canadien pour contrer la menace naissante de l'État islamique en Irak et en Syrie. Mais il a aussi saisi toutes les occasions pour rappeler aux Canadiens que « le djihadisme violent n'est pas uniquement un danger ailleurs ; il cherche à nous faire du mal ici au Canada » (Harper 2015). Ce nouvel accent, dans la rhétorique de Harper, mis sur la menace que le terrorisme fait peser sur la sécurité intérieure plutôt qu'internationale, est en partie une réaction aux meurtres de Saint-Jean-sur-Richelieu et de la colline du Parlement ; mais il reflète aussi un changement à plus long terme dans les priorités sécuritaires du Canada, qui a vraisemblablement débuté en 2011. Cette année-là a vu la fin de la mission de combat du Canada en Afghanistan, un engagement militaire d'une décennie qui, Harper l'a reconnu, avait poussé la volonté du public à son point de rupture (Clark, Chase et Tabber 2008). Ce fut aussi l'année du dépôt du plan du gouvernement intitulé « Renforcer la résilience face au terrorisme », une stratégie de contre-terrorisme visant principalement la protection du sol canadien contre des attaques. Placer la sécurité intérieure au cœur de ce plan avait l'avantage d'être moins coûteux que de poursuivre le combat avec un ennemi réel à l'étranger¹⁴. Mais, au-delà de la question des économies de coûts, ce nouveau plan permet aussi d'avancer vers la réalisation d'un important objectif moral : il servirait à rappeler aux Canadiens que les djihadistes ne limitent pas leur violence aux étrangers, mais cherchent « l'annihilation de quiconque ose être différent d'eux, de tous ceux qui ne partagent pas leur vision du monde étroite et oppressive » (Harper 2015). Pour le dire dans le langage de Strauss, les terroristes intérieurs nous rappelleraient que nous sommes « *a partial or particular society whose most urgent and primary task is its self-preservation* ».

Dans l'esprit de Harper, la menace terroriste sur notre territoire a des implications politiques concrètes pour le mouvement conservateur canadien. L'adversaire commun qui fut abattu par la révolution Thatcher-Reagan a été remplacé par une nouvelle figure encore plus nihiliste, et les conservateurs ont à nouveau un ennemi contre lequel s'unir. Mais il y a une différence : le djihadisme radical est bien plus diffus et difficile à cibler que ne l'était le communisme d'État. Il est donc peu probable qu'il puisse être défait par le

14. Ce n'est pas une coïncidence si 2011 marque aussi un point tournant dans le soutien financier extravagant du gouvernement Harper pour les forces armées. Après avoir atteint un pic pour la période après-Seconde Guerre mondiale en 2009-2010, les dépenses militaires ont, selon Michael Byers, atteint un creux historique en termes de pourcentage du PIB (Byers 2014).

capitalisme libéral. Pour cette même raison, il est peu probable que la nouvelle révolution conservatrice soit défaits par son propre succès.

Scott STARING
 Liberal Arts
 University Partnership Centre, Georgian College
 1, Georgian College Drive
 Barrie (Ontario) L4M 3X9
 scott.staring@georgiancollege.ca

Bibliographie

- BAIRD John, 2011, *Address by the Honourable John Baird, Minister of Foreign Affairs, to the United Nations General Assembly*, 26 septembre. Page consultée sur Internet (www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2011/2011-030.aspx?lang=eng) en juillet 2014.
- BAIRD John, 2014, *Address by Minister Baird at Foreign Affairs, Trade and Development Canada Headquarters*, Ottawa, 27 mars. Consulté sur Internet (www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2014/03/27a.aspx?lang=eng) en octobre 2014.
- BLOOMFIELD Allan et Kim Richard NOSSAL, 2013, « A Conservative Foreign Policy ? Canada and Australia Compared » dans J. FARNEY et D. RAESIDE (dir.), *Conservatism in Canada*, Toronto, University of Toronto Press : 139-164.
- BYERS Michael, 2014, « The Harper Plan for Unilateral Canadian Disarmament », *The National Post*, 8 juillet. Consulté sur Internet (news.nationalpost.com/2014/07/08/michael-byers-the-harper-plan-for-unilateral-canadian-disarmament/) le 2 février 2014.
- CAPLAN Gerald, 2010, « Stephen Harper does the UN – but shouldn't », *The Globe and Mail*, 17 septembre. Consulté sur Internet (www.theglobeandmail.com/news/politics/second-reading/stephen-harper-does-the-un---but-shouldnt/article1314257/) le 3 février 2015.
- CLARK Campbell, Steven CHASE et Jane TABER, 2008, « Harper Pledges Afghan Pullout by 2011 », *The Globe and Mail*, 11 septembre. Consulté sur Internet (www.theglobeandmail.com/news/national/harper-pledges-afghan-pullout-by-2011/article18137637/) le 3 février 2015.
- COHEN Andrew, 2014, « Baird's Diefenbaker Hero Worship Unfounded », *Times Colonist*, 23 avril. Consulté sur Internet (www.timescolonist.com/opinion/columnists/andrew-cohen-baird-s-diefenbaker-hero-worship-unfounded-1.940476#sthash.KKzR1G5k.dpuf) le 28 septembre.
- DOBBIN Murray, 2006, « Harper's Taste for War : PM's Pride Tied to Military Muscle, US Approval », *The Tyee.ca*, 25 septembre. Consulté sur Internet (theyee.ca/Views/2006/09/25/Afghanistan/) en mars 2014.
- DROLET Jean-François, 2011, *American Neoconservatism. The Politics and Culture of a Reactionary Idealism*, London, C. Hurst and Co.
- DRURY Shadia B., 2011, « The Rise of Neoconservatism in Canada », *Humanist Perspectives*, n° 177, été.
- ENGLER Yves, 2012, *The Ugly Canadian*, Black Point, NS, Fernwood Press.
- FOSTER Peter, 2006, « School for Paranoia : The Not-so-scary "School" behind Stephen Harper », *National Post*, 28 janvier : FP17.
- GUTSTEIN Donald, 2005, « Harper, Bush Share Roots in Controversial Philosophy : Close Advisers Schooled in "the Noble Lie" and "Regime Change" », *The Tyee.ca*, 29 novembre. Consulté sur Internet (theyee.ca/Mediacheck/2005/11/29/HarperBush/) le 10 août 2014.
- GUTSTEIN Donald, 2014, *Harperism : How Stephen Harper and His Think Tank Colleagues Have Transformed Canada*, Toronto, James Lorimer.
- HARPER Stephen, 2000, « Back to the Future », *The Report Newsmagazine*, vol. 26, n° 50 : 16.
- HARPER Stephen, 2003a, *CTV's Question Period*, 30 mars.
- HARPER Stephen, 2003b, « Rediscovering the Right Agenda. The Alliance Must Commit to Ideals and Ideas, Not Vague Decision-making Processes », *Citizens Centre Report Magazine*, vol. 30, n° 10 : 72-77.

- HARPER Stephen, 2011a, « PM Harper Speaks at Calgary Southwest Constituency Association Barbeque », *Conservative.ca*, 14 juillet. Consulté sur Internet (www.conservative.ca/?p=160) en mars 2014.
- HARPER Stephen, 2011b, « How He Sees Canada's Role in the World and Where He Wants to Take the Country : Prime Minister Stephen Harper in Conversation with Kenneth Whyte », *Maclean's*, vol. 124, n° 25/26, 11 juin : 16.
- HARPER Stephen, 2012, « Harper on Iran, Israel and Canada's Global Values » [Texte d'acceptation complet du World Statesman of the Year Award 2011, New York], *Huffington Post*, 28 septembre. Consulté sur Internet (www.huffingtonpost.ca/2012/09/28/harper-conscience-foundation-speech-text_n_1923246.html) en mars 2014.
- HARPER Stephen, 2013, *Statement by the Prime Minister of Canada on the Death of Former British Prime Minister Margaret Thatcher*, 8 avril. Consulté sur Internet (www.pm.gc.ca/eng/node/25163) en juillet 2014.
- HARPER Stephen, 2014a, *PM Addresses the United Nations General Assembly in New York City*. Consulté sur Internet (www.pm.gc.ca/eng/news/2014/09/25/pm-addresses-united-nations-general-assembly-new-york-city) le 30 septembre.
- HARPER Stephen, 2014b, « Statement by the Prime Minister of Canada in Toronto », *Tribute to Liberty Dinner*, 30 mai. Consulté sur Internet (pm.gc.ca/eng/news/2014/05/30/statement-prime-minister-canada-toronto) en juillet 2014.
- HARPER Stephen, 2014c, « Transcript of Stephen Harper's Eulogy for Cpl. Nathan Cirillo », *Toronto Star*, 28 octobre. Consulté sur Internet (www.thestar.com/news/canada/2014/10/28/transcript_of_stephen_harpers_eulogy_for_cpl_nathan_cirillo.html) le 28 octobre.
- HARPER Stephen, 2014d, *PM Delivers Remarks on Canada Day*, 1^{er} juillet. Consulté sur Internet (www.pm.gc.ca/eng/news/2014/07/01/pm-delivers-remarks-canada-day) en septembre 2014.
- HARPER Stephen, 2015, *PM Delivers Remarks in Richmond Hill*, 30 janvier. Consulté sur Internet (www.pm.gc.ca/eng/video/pm-delivers-remarks-richmond-hill) le 3 février.
- HIRST Aggie, 2013, *Leo Strauss and the Invasion of Iraq : Encountering the Abyss*, New York, Routledge.
- KOJÉVE Alexandre, [1947] 1969, *Introduction to the Reading of Hegel : Lectures on the Phenomenology of Spirit*, A. BLOOM (dir.), traduit par G. NICHOLS, Ithaca, NY, Cornell University Press.
- KRISTOL Irving, 1970, « When Virtue Loses All Her Loveliness : Some Reflections on Capitalism and "The Free Society" », *Public Interest*, vol. 21 : 4-15.
- KRISTOL Irving, 2003, « The Neoconservative Persuasion : What It Was and What It Is », *The Weekly Standard*, vol. 8, n° 47 : 23-25.
- KWANTES James, 1999 « An Exercise in Gender Politics : Backlash Builds to Anti-male Discrimination at a Coquitlam Public Gym », *BC Report*, vol. 10, n° 5 : 45.
- LENIHAN Don, mai 2013, « Harper and the "Noble Lie" », *ipolitics.ca*. Consulté sur Internet (www.ipolitics.ca/2013/05/21/a-government-built-on-the-noble-lie/) le 10 août 2014.
- MCDONALD Marci, 2004, « The Man behind Stephen Harper », *The Walrus*, octobre : 34-49.
- MARTIN Lawrence, 2010, *Harperland : The Politics of Control*, Toronto, Viking Canada.
- MATHEWS Robin, 2013, « 2013 : The "Defunct Economist" and the Psychopathology of Stephen Harper », *RadicalPress.ca*, 21 janvier. Consulté sur Internet (www.radicalpress.com/?p=1978) en octobre 2014.
- MCASKIE Carolyn, 2011, *Canada and Multilateralism : Missing in Action*, Ottawa, The McLeod Group. Consulté sur Internet (web.net/~group78/pdf/Carolyn%20McAskie%20Canada%20%20Multilateralism%20-%20Missing%20in%20Action.pdf) en avril 2014.
- MCKAY Ian et Jamie SWIFT, 2012, *Warrior Nation. Rebranding Canada in an Age of Anxiety*, Toronto, Between the Lines Press.
- MCLEOD GROUP, *The Cowboy Way or Canadian Foreign Policy under a Majority Conservative Government*, A McLeod Group Foreign Policy Perspective, Ottawa. Consulté sur Internet (www.mcleodgroup.ca/wp-content/uploads/2013/02/FP-McLeod-Jan-30.pdf) le 2 mars 2014.

- MURRAY Douglas, 2006, *Neoconservatism : Why We Need It*, New York, Encounter Books.
- NORTON Anne, 2004, *Leo Strauss and the Politics of American Empire*, New Haven, CT, Yale University Press.
- PATTEN Steve, 2008, « Understanding Stephen Harper : The Long View », dans T. HEALY *The Harper Record*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives : 25-38. Consulté sur Internet (www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/2008/HarperRecord/Understanding_Stephen_Harper.pdf) en novembre 2014.
- RICHLER Noah, 2012, *What We Talk About When We Talk About War*, Fredericton, Goose Lane Editions.
- RUSSELL Frances, 2008, « Cuts Targeted to Keep the Neo-Cons on Top », *Winnipeg Free Press*, 4 octobre. Consulté sur Internet (www.winnipegfreepress.com/historic/31838824.html) le 12 septembre 2014
- SALUTIN Rick, 2010, « Stephen Harper – the Last Straussian ? », *The Globe and Mail*, 17 septembre. Consulté sur Internet (www.theglobeandmail.com/globe-debate/stephen-harper---the-last-straussian/article621870/) le 8 août 2014.
- SHEPHARD Michelle, 2014, « How Canada Has Abandoned Its Role as a Peacekeeper », *Toronto Star*, 31 octobre. Consulté sur Internet (www.thestar.com/news/world/2014/10/31/how_canada_has_abandoned_its_role_as_a_peacekeeper.html) en novembre 2014.
- SIBLEY Robert, 2006, « The Making of a Negative Image », *The Ottawa Citizen*, 5 février : B3.
- SMITH Jordan, 2012, « Reinventing Canada. Stephen Harper's Conservative Revolution », *World Affairs*, vol. 174, n° 6, mars/avril : 21-28.
- STARING Scott, 2013, « Harper's History », *Policy Options*, vol. 42, n° 2 : 42-48.
- STRAUSS Leo, [1936] 1963, *The Political Philosophy of Hobbes : Its Basis and Its Genesis*, Chicago, IL, University of Chicago Press.
- STRAUSS Leo, [1950] 1965, *Natural Right and History*, Chicago, IL, University of Chicago Press.
- STRAUSS Leo, [1959] 1988, *What is Political Philosophy ? And Other Studies*, Chicago, IL, University of Chicago.
- STRAUSS Leo, [1961] 2000, *On Tyranny*, édition revue et augmentée, Victor Gourevitch et Michael ROTH (dir.), Chicago, IL, University of Chicago Press [Version originale parue en 1948].
- STRAUSS Leo, [1964a] 1978, *The City and Man*, Chicago, IL, University of Chicago Press.
- STRAUSS Leo, 1964b, « The Crisis of Our Times », *The Predicament of Modern Politics*, Harold SPAETH, (dir.), Detroit, MI, University of Detroit Press, 41-54.
- STRAUSS Leo, [1968] 1995, *Liberalism : Ancient and Modern*, Chicago, IL, University of Chicago Press.
- STRAUSS Leo, 1989a, *The Rebirth of Classical Political Rationalism : An Introduction to the Thought of Leo Strauss. Essays and Lectures by Leo Strauss*, éd. et introd. par T. PANGLE, Chicago, IL, University of Chicago Press.
- STRAUSS Leo, 1989b, *An Introduction to Political Philosophy : Ten Essays by Leo Strauss*, Hilail GILDIN (dir.), Detroit, MI, Wayne State University Press.
- TARCOV Nathan, 2006, « Will the Real Leo Strauss Please Stand Up », *The American Interest*, vol. 2, n° 1.
- WEST Thomas, 2004, « Leo Strauss and American Foreign Policy », *The Claremont Review of Books*, vol. 4, n° 3.
- XENOS Nicholas, 2008, *Cloaked in Virtue : Unveiling Leo Strauss and the Rhetoric of American Foreign Policy*, New York, Routledge.